



Réponse OneCast à la consultation publique ouverte par l'ARCEP concernant le projet de décision relatif à l'analyse faite par l'ARCEP du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle (Mai 2009).

A l'attention de :

***Autorité de Régulation des Communications électroniques et des Postes
7, Square Max Hymans
75730 PARIS Cedex 15***

m18@arcep.fr

OneCast est globalement satisfait de la volonté de l'Autorité de maintenir pour les 3 prochaines années une régulation *ex ante* du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle en particulier pour le marché de la TNT.

Sur l'obligation de contrôle tarifaire imposée sur les sites non-réplicables de TDF pour la diffusion de la TNT

OneCast accueille favorablement l'identification par l'Autorité de 78 sites qualifiés de non réplicables sur la base de critères objectifs ainsi que le choix de la méthode des coûts courants économiques pour valoriser les services TDF d'hébergement des sites dits non réplicables.

Tout en s'interrogeant sur les critères qui ont conduits l'Autorité à écarter certains sites comme par exemple le site de très grande hauteur de Hirson (174 m) ou celui d'Ajaccio (103 m), OneCast est également satisfait du fait que cette liste de sites non réplicables ne soit pas exhaustive et puisse évoluer, conformément à la recommandation OneCast. OneCast approuve en effet très favorablement que ne soient pas uniquement retenus comme critères de non réplicabilité, la hauteur maximale de fixation de l'antenne d'émission ou les conditions d'accès difficile. En effet, l'obtention d'autorisations administratives pour la construction de nouveaux sites – en plus de celui existant de TDF - peut également s'avérer désormais impossible dans certaines zones, peu importe la configuration du site (zones urbaines, zones classées, zones soumises à la pression des collectivités locales, des associations de consommateurs).

Cela permettra ainsi à un opérateur alternatif de démontrer auprès de l'Autorité la non réplicabilité d'un site - indépendamment de sa hauteur - notamment en cas de refus d'un permis de construire, en cas de retrait ou d'annulation des autorisations administratives lui ayant été délivrées ou d'introduction d'un recours à son encontre. Cette décision de l'ARCEP prend par ailleurs bien en compte la position de l'Autorité de la concurrence exprimée dans son avis n°09-A-09 et indiquant que « *l'ensemble des barrières concrètes à l'entrée doivent être prises en compte* » et en particulier les « *difficultés croissantes pour obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'implantation de sites alternatifs, notamment dans les zones urbaines ou soumises à une contrainte environnementale* ».

OneCast souhaite ainsi que l'Autorité puisse – en particulier à chaque phase de déploiement ou de renouvellement des contrats de diffusion et de manière générale lorsqu'un opérateur alternatif lui en fait la demande – mettre à jour cette liste de sites non réplicables sur la base d'éléments transmis par les opérateurs alternatifs et ainsi contraindre immédiatement TDF à réviser son offre financière pour les sites concernés.

Par contre, OneCast déplore la non prise en compte par l'Autorité de sa proposition d'orienter coûts réels l'ensemble des prestations connexes proposées par TDF pour tous les sites TDF et en particulier :

- Les prestations de fourniture d'énergie en sous comptage,
- Les travaux d'aménagement décrits dans le bordereau de prix TDF (Annexe H1.12 de l'offre de service Hébergement-TNT),
- Les tarifs d'hébergement des paraboles,
- L'ensemble des études (Diff HF, Hébergement, Fourniture d'énergie).

L'excessivité des tarifs de ces prestations a largement été démontrée par OneCast dans sa précédente réponse à l'Autorité. OneCast ne comprendrait par ailleurs pas que pour les prestations connexes évoquées ci-dessus, on pourrait avoir deux régulations différentes induisant potentiellement deux tarifs différents : le tarif d'une tranchée par exemple est largement indépendant du type de site réplicable ou non réplicable et doit être orienté coût. C'est exactement la même chose concernant l'énergie, EDF ne distinguant pas dans son offre tarifaire les sites TDF réplicables, des sites TDF non réplicables.

Sur la tarification des études

OneCast est favorable à l'intégration des frais d'études dans les coûts récurrents. Ainsi, un diffuseur alternatif ne paierait les études Diff HF uniquement dans le cas où il serait retenu sur le marché aval et pourrait donc beaucoup plus facilement se positionner sur un nombre plus important de sites mis en

concurrence. Par contre, ces frais d'étude sont à considérer comme des frais d'accès payables en une fois et facturés une seule fois lors de la mise en service du site par un opérateur alternatif.

L'opérateur historique pourrait ainsi publier sur son site Internet l'ensemble des caractéristiques techniques importantes permettant aux opérateurs alternatifs de proposer des sites utilisant le système antenne de l'opérateur historique, à savoir à minima :

- Localisation du site / Hauteur d'antenne d'émission
- PAR Max, Gain et Perte du système antenne
- Puissance maximale admissible en entrée de multiplexeur / Pertes feeder indoor
- Diagrammes de rayonnement calculés horizontaux et verticaux (+ fichier .txt associé)

OneCast souhaite ainsi que l'ARCEP prenne une décision dans ce sens vis-à-vis de TDF.

Sur la non prise en compte de la TMP et de la RNT comme marchés pertinents

Compte tenu des éléments apportés par les opérateurs alternatifs et des difficultés croissantes pour obtenir des autorisations administratives nécessaires à l'implantation de nouveaux sites alternatifs notamment en zone urbaine où la TMP et la RNT seront déployées dans un premier temps, OneCast ne comprend pas l'absence de décisions et de régulation concernant la RNT et la TMP ; même si l'ARCEP s'autorise à intervenir sur ces marchés si les premières phases de déploiement de ces services donnaient lieu à « *des difficultés concurrentielles significatives* ».

C'est d'autant plus préjudiciable dans la mesure où pour la TMP et la RNT, les éditeurs de ces services ne pourraient potentiellement bénéficier d'aucune concurrence en particulier sur les sites TDF non répliquables et essentiels au déploiement de ces services.

L'ARCEP devrait à minima imposer à TDF le fait de rendre accessibles, par un opérateur tiers, les sites TDF qualifiés de non répliquables pour un service numérique donné (TNT, TMP, RNT) avec une offre d'hébergement adéquate, en cohérence avec l'offre d'hébergement TNT actuelle.

Vous soulignez enfin justement que « *la TMP [...] constitue un marché encore inexistant, dont le modèle économique et le déploiement du réseau restent à consolider* » : c'est précisément le coût du réseau qui aujourd'hui représente l'un des freins importants quant au lancement de ce service. En l'absence de concurrence sur les sites TDF non répliquables et essentiels au déploiement de ce service, on peut craindre que ce frein important perdure malheureusement.

Cohérence contractuelle entre marché amont et marché aval

OneCast rappelle qu'à l'initiative de TDF les contrats du marché aval sont conclus avec une clause de non révision des prix pendant toute la durée d'exécution des contrats. Ceci est devenu la règle imposée par les opérateurs de multiplexe aux opérateurs alternatifs.

OneCast renouvelle sa recommandation concernant l'indice de révision des prix des tarifs d'hébergement TDF, à savoir que soit imposé à l'opérateur historique une clause de non révision des prix des prestations du marché amont, pendant les 5 années prévues par le contrat.

Plutôt que de faire peser ce risque sur les opérateurs alternatifs, l'opérateur historique dominant pourrait très bien intégrer dans ses offres l'évolution prévisible à horizon 5 ans du coût des services qu'il propose et proposer ainsi des tarifs fixes sur 5 ans pour le marché amont.